

Libérez les otages !

Cette semaine, ce 30 décembre, il y a eu un an que Stéphane Taponier et Hervé Ghesquière, deux journalistes de France 3 ont été enlevés en Afghanistan et sont retenus en otage avec leurs trois accompagnateurs. De nombreuses initiatives ont été organisées partout en France à l'occasion de ce triste premier anniversaire dont on se serait bien passé. À Marcq-en-Baroeul, la ville natale d'Hervé Ghesquière, un lâcher de ballon a ainsi eu lieu à l'appel du conseil municipal. Depuis plusieurs mois, le Club de la Presse Nord/Pas-de-Calais a multiplié les actions afin d'exiger la libération des journalistes.

La diffusion d'une vidéo, ces derniers jours, indiquant « une preuve de vie » des otages, avait été accueillie avec optimisme par le gouvernement, la rumeur d'une libération pour Noël ayant même été lancée. Du côté des familles, qui commencent à s'exprimer, on semble toutefois perplexes, à l'image de Roger Lecointe, petit cousin d'Hervé Ghesquière qui témoigne dans nos colonnes.



Florence Aubenas intervenant lors d'un rassemblement à Paris en septembre dernier.

Témoignage. Roger Lecointe, petit-cousin d'Hervé Ghesquière

« Il y a eu trop d'espoir sur ce Noël »

Depuis plusieurs mois, à Lille, sa haute silhouette domine les manifestations de soutien à Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier. Les médias le sollicitent de plus en plus pour recueillir son sentiment sur le traitement du dossier des otages retenus en Afghanistan. L'homme ne manque pas de charisme. De caractère non plus. Sur les plateaux de télé, il ne se démonte pas face aux généralités et dit ce qu'il pense. Posément, avec un fond de modestie, mais toujours avec fermeté. « Je ne suis que le petit-cousin d'Hervé, le cousin de sa maman », dit, avec humilité, Roger Lecointe. Cet artiste-peintre se serait bien passé d'une telle exposition médiatique. Mais il est le seul représentant de la famille Ghesquière apte à se mobiliser. C'est lui aussi qui, comme le frère de Stéphane Taponier, a souhaité rompre le silence imposé par les autorités depuis l'enlèvement. « Ce qui m'importe d'abord, c'est ma cousine. Elle souffre beaucoup. Il faut être près d'elle. Il faut la ménager ».

Très attentif et très sensible à la souffrance de Mme Ghesquière, une mère de 83 ans qui désespère de revoir son fils, Roger Lecointe n'en est pas moins disponible pour l'action en faveur des otages. Le 17 décembre, place de Gaulle à Lille, il promettait une fête « à la polonaise » (les origines familiales) lorsque Hervé serait libéré. Mais il avoue des moments de blues. D'autres marqués par la colère et l'incompréhension. Ainsi, lorsque France 3 a révélé l'existence d'une seconde vidéo montrant Hervé et

Stéphane. Mardi dernier (28 décembre), il n'a pas souhaité la voir. « A quoi bon voir mon petit-cousin dans un état sans doute peu avantageux ? J'ai un fils du même âge que lui. Je ne peux m'empêcher d'y penser et de le considérer comme mon propre fils. » L'homme se montre aussi désabusé. « On parle souvent de la famille Taponier. Vu notre âge, la famille d'Hervé n'est pas aussi structurée. Moi-même, je n'ai aucun contact avec eux. Pour le gouvernement, la famille d'Hervé, c'est sa compagne, Béatrice. Or, celle-ci a choisi de ne pas communiquer (comme le souhaitent les autorités - ndr). La famille d'Hervé, c'est d'abord sa mère et l'entourage familial proche. » Sentiment d'impuissance, mêlé à un sentiment de mise à l'écart.

Roger Lecointe, à droite, lors d'une initiative de solidarité.



Roger Lecointe partage en tout cas la révolte des parents de Stéphane Taponier qui dénoncent « le manque de transparence de l'Etat ».

« J'ai peur que cela se termine mal »

« J'ai davantage confiance en Juppé, confie-t-il. De toute façon, Kouchner n'a rien fait. Mais on nous a trop donné d'espoir, d'une façon ou d'une autre, avec une possible libération pour Noël. Moi, je crois que cela va encore durer. J'ai peur que cela se termine mal. »

Il n'en démord pas. « Ce dossier est bizarre ». Même si, sur place, le terrain est très difficile, « on aurait pu faire quelque chose plus tôt ». Pour Roger

Lecointe, il est nécessaire que « le Président Sarkozy s'implique davantage ». « Une libération passe nécessairement par le chef de l'Etat. On l'a bien vu lors d'affaires du même type ». Quand il lance ce message, il ne se sent pas entendu. « Finalement, on ne sait plus où l'en est. Je suis un peu désappointé. Ce n'est pas mon univers. Parfois, je ne sais plus s'il faut parler ou se taire. » Mercredi 29 décembre, triste jour anniversaire de l'enlèvement de son petit-cousin, de Stéphane Taponier et de leurs collaborateurs, Roger Lecointe était à Paris. Pour manifester son soutien. Pour ne pas se taire.

Philippe ALLIENNE

Censure

Plus le droit de rire ?

→ La plate forme de vidéos sur Internet Dailymotion n'a visiblement pas trop le sens de l'humour. Ou alors, ses responsables ont surtout celui de la déférence. Ils ont retiré, cette semaine, une vidéo postée par le Parti communiste, parodiant les vœux de Nicolas Sarkozy, dans lesquels ce dernier s'excuse auprès des Roms, des chômeurs, ou encore promet de rétablir la retraite à 60 ans. Cette vidéo n'est pas restée en ligne. Faut-il voir un lien avec le fait que Dailymotion diffusera en direct, le 31 décembre, les vœux (bien réels ceux-ci) du président de la République ? Quoi qu'il en soit, cette vidéo revendicative et souriante est toujours visible sur Youtube, un autre plate-forme vidéo.

Deux ans après, ils « n'oublent pas » le blocus de Gaza

→ Deux ans après l'offensive israélienne sur Gaza, qui a marqué le début du blocus contre ce territoire, l'Association France-Palestine Solidarités organisait un rassemblement le 27 décembre à Lille. « Deux ans après, nous voulons affirmer notre attachement à la justice, au droit international, à la dignité et à la fraternité, en exigeant la fin du siège inhumain de Gaza qui continue d'emprisonner et d'affamer, et maintient dans un état de précarité extrême une population victime de "crimes de guerre, voire de crimes contre l'Humanité" », a rappelé l'association nordiste, citant le rapport du juge Goldstone. Mandaté par l'ONU, Richard Goldstone avait accusé dans un rapport publié en septembre 2009 Israël et des groupes palestiniens d'avoir commis des crimes de guerre pendant l'opération « Plomb durci ». L'AFPS a rappelé lundi dernier ses « exigences » : « une paix juste et durable fondée sur le droit international ». L'association veut à « soutenir la résistance palestinienne à l'occupation » en appelant au « Boycott / Désinvestissement / Sanctions contre Israël (BDS) ». Parallèlement à cette campagne de boycott, l'AFPS participe aussi à l'opération « un Bateau Français pour Gaza ». Le but : « dénoncer et briser le siège israélien de Gaza ; promouvoir et faire respecter le droit international ; (et) répondre à la crise humanitaire que subissent un million et demi de Gazaouis ». Cette initiative est soutenue par de nombreux partis politiques et associations : PCF, Parti de gauche, les Verts-Europe écologie, le NPA, le Mrap, la Ligue des Droits de l'Homme, Attac, le Comité catholique contre la faim (CCFD), la CGT, la FSU, Solidaires...